

DANS L'ACTUALITE du 26 au 28 juillet 2016

Textes officiels

JORF n° 0174 du 28 juillet 2016

Transport

[Ordonnance n° 2016-1018 du 27 juillet 2016 relative à la communication des données de circulation routière des collectivités territoriales et de leurs groupements](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-1018 du 27 juillet 2016](#)

Réforme territoriale

[Ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires, des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-1028 du 27 juillet 2016](#)

Autoconsommation d'électricité

[Ordonnance n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité](#)

[Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité](#)

JORF n° 0173 du 27 juillet 2016

[Décret du 25 juillet 2016 portant nomination à la Commission nationale d'aménagement commercial](#)

Jurisprudence

Notification du refus de communiquer un document administratif

[CE 11 juillet 2016 *centre hospitalier Louis Constant Fleming*, req. n° 391899](#)

Le Conseil d'Etat a annulé partiellement l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 décembre 2014, qui permettait des dérogations automatiques à la mise en accessibilité

[CE 6 juillet 2016 *Association nationale pour l'intégration des personnes handicapées moteurs \(ANPIHM\) et Association des paralysés de France \(APF\)*, req. n° 387876](#)

Circulaire

Précisions sur les compétences des collectivités territoriales et de leurs groupements dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, et rappel du calendrier de mise en œuvre des dispositions issues des articles 64 et 66 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République

[Note d'information relative aux incidences de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République sur l'exercice des compétences « eau » et « assainissement » par les établissements publics de coopération intercommunale.](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

Nouvelle fiche technique : l'intervention de la commission d'appel d'offres dans le cadre des procédures d'attribution des marchés publics

[Pour que les acheteurs et les entreprises s'approprient ce nouveau cadre juridique, une nouvelle fiche technique consacrée à l'intervention de la CAO dans le cadre des procédures d'attribution des marchés publics est désormais accessible.](#)

Source : DAJ du 28/07/2016

Négociation: faut-il rendre obligatoire la publication en ligne de rapports d'analyse d'offres avant et après les discussions ?

[Pierre Desroches, formateur et consultant en marchés publics, revient, à travers une série d'été, sur les nouveaux textes entrés en vigueur le 1er avril. Il évalue l'effet sur cette réglementation des recommandations exposées dans la note d'avril 2015 du Conseil d'analyse économique par Stéphane Saussier et le prix Nobel Jean Tirole.](#)

Source : le Moniteur du 27/07/2016

Environnement

Autoconsommation : une ordonnance et un premier appel d'offres

[Ségolène Royal a présenté mercredi 27 juillet en Conseil des ministres le projet d'ordonnance relative à l'autoconsommation d'électricité. La ministre de l'environnement en a profité pour annoncer la publication prochaine d'un appel d'offres.](#)

Source : le Moniteur du 27/07/2016

La transition énergétique s'affiche

[Un an après l'adoption de la loi de transition énergétique pour la croissance verte, le ministère de l'Environnement lance une campagne de publicité \(presse, transports en commun\) pour en promouvoir 10 mesures emblématiques.](#)

Source : le Moniteur du 27/07/2016

Projet de loi Biodiversité : ce qu'il faut retenir, point par point

[Adopté après l'échec en commission mixte paritaire, lors d'un vote ultime à l'Assemblée nationale, le 20 juillet dernier, le projet de loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages totalise 174 articles répartis en sept titres, dont un grand nombre intéressent très directement les collectivités territoriales. Mais ce texte n'est peut-être pas encore tout à fait figé, le Conseil constitutionnel ayant été saisi les 21 et 22 juillet.](#)

Source : localtis.info du 27/07/2016

Collectivités territoriales

Sraddet : une ordonnance et un décret à paraître

[Jean-Michel Baylet a présenté ce mercredi 27 juillet en conseil des ministres une ordonnance relative aux "mesures de coordination rendues nécessaires par l'intégration dans le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires \[Sraddet\], des schémas régionaux sectoriels" mentionnés à l'article 13 de la loi Notr.](#)

Source : localtis.info du 28/07/2016

Aménagement, urbanisme, logement : l'Etat organise son nouveau conseil aux collectivités

[Une récente note technique des ministères de l'Environnement et du Logement organise les nouvelles missions des Dreal et des directions départementales des territoires en matière d'aide aux collectivités en ingénierie et en accompagnement de projets. Elle vise les domaines de l'aménagement durable, du logement, des déplacements, du développement économique, de la transition écologique et énergétique.](#)

Source : le Moniteur du 26/07/2016

Transport

Volet intermodalité des Sraddet : une étude vise à identifier les attentes des collectivités

[Dans l'attente de la publication prochaine de l'ordonnance relative au schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires \(Sraddet\), prévue par la loi Notr, l'Assemblée des communautés de France \(ADCF\) et Transdev viennent de publier une étude sur les politiques intermodales de déplacements.](#)

Source : localtis.info du 27/07/2016

L'agglomération toulousaine va dépenser 3,8 milliards d'euros pour les transports

[Le plan de financement du projet «mobilités» d'ici à 2030 pour l'agglomération toulousaine vient d'être arrêté. 3,8 milliards d'euros seront investis, dont 2,1 milliards d'euros pour la troisième ligne de métro. SMTC-Tisséo compte financer sa part avec un emprunt de 2,8 milliards d'euros.](#)

Source : le Moniteur du 26/07/2016

Vu dans les revues

RDI n° 7/8 – juillet-août 2016 p.380, *Propriété privée et action publique. Le droit de l'expropriation en France : entre permanence et changement*, par René Hostiou